

Jean-Marc Rouillan refait parler de lui



Jean-Marc Rouillan refait parler de lui

Jean-Marc Rouillan, revient sur le devant de la scène. Né à Auch, militant d'extrême gauche, engagé très tôt politiquement, il prend part aux activités des Comité d'action lycéen (CAL) puis des Groupes autonomes libertaires à Toulouse durant le début des années soixante-dix. Il mènera des actions terroristes dans le cadre d'une lutte « antifasciste » au cours des années 1970 et 1980. Arrêté puis libéré avec les autres militants d'Action directe lors de l'amnistie accordée par le Président François Mitterrand en 1981, Rouillan choisira alors avec une minorité d'Action directe de continuer la lutte armée.

A 63 ans, c'est le dernier membre du noyau dur d'Action directe à avoir recouvré la liberté, après 24 ans de prison, en mai 2012. Il avait été condamné en 1987 à perpétuité pour les assassinats de l'ingénieur général de l'armement René Audran et du PDG de Renault Georges Besse. Mis en liberté conditionnelle en 2007 il avait été réincarcéré l'année suivante pour manquement à ses obligations.

Le parquet de Paris a ouvert une enquête préliminaire pour "apologie du terrorisme" visant le cofondateur d'Action directe concernant des propos qu'il aurait tenus lors d'une interview au mensuel marseillais Le Ravi. Celui-ci a en effet qualifié les terroristes ayant participé aux attentats du 13 novembre de " très courageux ". Jean-Marc Rouillan, depuis déclare qu'il s'agit d'une mauvaise interprétation de ses paroles " "Je n'ai pas salué le courage, a-t-il affirmé. J'ai seulement dit que dans leur démarche de se faire tuer pour leurs idées, il fallait du courage, mais c'est tout ".

Jean-Marc Rouillan actuellement en liberté conditionnelle depuis 2011 reste interdit de séjour dans 38 départements, rappelle Libération, qui a également interviewé l'ancien détenu à l'occasion de la sortie d'un film dans lequel il campe son propre rôle.

Aujourd'hui la polémique enfle, les grands titres de la presse écrite reprennent l'information sans exception,

De son côté, l'Association française des victimes du terrorisme (AFVT) a annoncé mardi le dépôt d'une plainte contre Jean-Marc Rouillan pour «apologie du terrorisme», qualifiant ses déclarations de «bouillie intellectuelle». Ces propos sont «dans une indécence absolue à l'égard des victimes de ce massacre», ajoute-t-elle, estimant que leur auteur «se vautre [...] une fois de plus dans la violence».